

Rapatriement forcés sur l'Afghanistan = risque élevé d'exécution

Chers amis,

Je suis le président de l'association Ensemble Pour l'Afghanistan (EPA) et je rentre tout juste d'une mission sur Kaboul, ayant eu pour objet d'évaluer le programme d'Aide au Développement que nous y menons depuis 7 ans. En parallèle à notre action sur Kaboul nous collaborons étroitement avec les associations présente sur Calais, la dernière action ayant été de solliciter l'aide de MdM pour traiter l'épidémie de gale.

Pour ce qui est de l'Afghanistan, notre réseau afghan et 'kabouli' nous permet d'avoir une connaissance détaillée de la situation politique, économique, sociale et sécuritaire. Nous savons malheureusement tous que la situation dans l'ensemble des domaines mentionnés est tout simplement catastrophique et qu'elle n'a cessé de se dégrader fortement au cours des 4 dernières années.

Dans ce pays gangréné par le narcotrafic, la mafia et la corruption Il n'y a aucun embryon d'un État de Droit ni de capacité à assurer la sécurité de la population. Cette déliquescence est surtout marquée dans les régions de l'Est et du Sud de l'Afghanistan, pashtoune pour l'essentiel, et d'où sont originaires la plupart des migrants de Calais. Ce sont aussi les zones de conflits les plus violents où les morts civils se comptent par milliers au cours des 3-4 dernières années: victimes des frappes de l'Otan, des talibans, des seigneurs de la guerre et des trafiquants en tout genre.

Même Kaboul et sa périphérie ne sont plus épargnés comme en témoignent les récents attentats qui ont fait des dizaines de morts et de blessés, dont celui de ce matin qui aurait fait 12 morts et plus de 80 blessés.

La description ci-dessus n'est malheureusement que la face visible de l'iceberg et elle ne rend pas compte des crimes à caractère politico crapuleux dont sont victimes des individus et leur famille. Il n'y a pas un jour sans que l'on entende parler d'exécution de personnes décrites par les talibans comme collaborateur du gouvernement ou par les forces et milices gouvernementales comme talibans. A ces cas il faut rajouter les crimes purement mafieux liés aux nombreux trafics (drogue, être humain, organes, pièces archéologiques) et aux difficultés de remboursement d'un emprunt.

Lors de mon récent passage à Kaboul, j'ai pris des contacts informels avec deux fonctionnaires de l'ONU, dont un du HCR, sur le risque encouru par les afghans ayant été renvoyés de force par les pays de l'UE. Selon ces sources l'antenne de l'OIM à Kaboul dispose d'information sur les cas multiples d'ex migrants ayant été exécutés à leur retour au foyer familial. Alors qu'il n'appartiennent pas à l'OIM ils ont fait état de 2 cas d'assassinat dont l'un récemment à Paghman (25 kms de Kaboul), fief du 'seigneur de guerre' Rasoul Sayaf. Selon ces personnes, les motifs d'exécution sont soit l'étiquette de collaborateurs avec tel ou tel protagoniste du conflit ou bien l'incapacité de rembourser les emprunts (15-25000 \$) contractés auprès des trafiquants.

En bref, les migrants ayant fui la misère pour se construire un avenir meilleur sont désormais aussi exposés à la mort que les cas politiques. Dans ces circonstances les États européens qui procèdent (GB) aux retours forcés ou ceux qui envisageraient de le faire (la France), au-delà du fait qu'ils

bafouent le droit d'asile, portent une responsabilité pénale directe pour chaque cas de migrant assassiné ou subissant des violences à son retour en Afghanistan.

Dans le chaos absolue qui caractérise l'Afghanistan d'aujourd'hui personne ne peut garantir la sécurité de qui que ce soit. Tout État ou Institution internationale prétendant le contraire aurait ainsi recours aux mensonges et le propos ne serait qu'une pure propagande destiné à servir ses intérêts.

Les pays de l'OTAN reconnaissent désormais leur échec total tant sur le plan sécuritaire que sur celui de la reconstruction, en parlant de borbier afghan, mais ils refusent d'admettre que ces migrants sont le triste résultat d'une stratégie défailante déployée au cours de ces huit dernières années. C'est à ce titre que nous avons une entière responsabilité envers ces migrants qui sont sur notre sol et à qui l'on doit une protection.

Il est toutefois intéressant de noter le contraste saisissant dans le traitement des réfugiés afghans entre la période de l'occupation soviétique et maintenant. Lorsque les russes menaient la guerre en Afghanistan, l'Occident accueillait les migrants afghans (300 à 400 000) à bras ouverts. Lorsque des afghans fuient la guerre et la violence alors que l'Otan est aux commandes des opérations militaires on leur rétorque qu'ils sont indésirables et que la situation sécuritaire est suffisamment bonne chez eux pour qu'ils y restent.

La destruction de la 'jungle' a été retransmise à Kaboul à 2 reprises et l'homme de la rue a retenu le caractère violent de l'intervention de l'État français. Les propos d'un chauffeur de taxi résumaient assez bien le ressenti local: 1) Kaboul= Calais, nous subissons le même traitement à savoir la misère et la violence ; 2) pour les migrants cherchant uniquement l'Eldorado les gros bonnets du trafic sont dans les plus hautes sphères de l'État afghan et les diplomates et généraux occidentaux les fréquentent quotidiennement. S'il veulent vraiment envoyer un message aux trafiquants ce n'est pas en s'en prenant aux victimes et aux second couteaux mais en neutralisant les chefs ; 3) que cesse la guerre et que l'on redonne un espoir de vie et de dignité dans ce pays et le problème de migration disparaîtra.

La complexité et l'ampleur croissante des flux migratoires Sud- Nord, qu'il soient au motif politique ou économique, nécessite une approche globale, humaine et responsable du problème. On ne traite pas l'un des défis du 21^{ème} siècle par des actions brutales et purement médiatiques, contraire à nos valeurs républicaines et démocratiques, et en se barricadant derrière le Traité de Dublin.

Nous soutenons l'appel des 33 associations demandant l'arrêt des expulsions et souhaiterions évaluer avec les signataires la possibilité de lancer un appel au ministre de l'immigration pour une table ronde. Cette concertation aurait pour but de : 1) définir les modalités de protection pour les migrants se trouvant en France ; 2) d'identifier les actions à court terme que l'on peut mener dans les pays d'origine, pour les potentiels migrants 'économiques' : ex. campagne d'information dans les médias ; sensibilisation dans les écoles....

Vos remarques et suggestions sont bienvenues.

Amicalement,

Wahid Nawabi